

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Procédure n°ASNR-2025-021 TELEGESTION

**Mise en place d'une télégestion des équipements de
surveillance aquatique de l'environnement de l'ASNR,
et de la supervision associée**

Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

**ASNR
15 rue Louis Lejeune,
92120 Montrouge**

Adresse internet : <https://www.asnr.fr/>

**Profil acheteur du pouvoir adjudicateur : [https://www.marches-
publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2.	FORME, MODE DE PASSATION, ALLOTISSEMENT, TRANCHES ET DUREE 5	
ARTICLE 3.	MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 4.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
ARTICLE 5.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 6.	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	13
ARTICLE 7.	PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	13
ARTICLE 8.	MODALITES DE PAIEMENT	15
ARTICLE 9.	CLAUDE DE REEXAMEN.....	17
ARTICLE 10.	PLAN DE PROGRES.....	17
ARTICLE 11.	PRESTATIONS SIMILAIRES	18
ARTICLE 12.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	18
ARTICLE 13.	OBLIGATIONS DE L'ASNR.....	19
ARTICLE 14.	PENALITES	19
ARTICLE 15.	NANTISSEMENT	20
ARTICLE 16.	DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET EXECUTION DES PRESTATIONS A SES FRAIS ET RISQUES	20
ARTICLE 17.	RESPONSABILITES ET ASSURANCES	20
ARTICLE 18.	DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	21
ARTICLE 19.	RESILIATION.....	21
ARTICLE 20.	REGLEMENT DES DIFFERENDS	22

ARTICLE 21. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE.....	22
ARTICLE 22. ANNEXES AU CCAP.....	22
ANNEXE 1 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS PROFESSIONNELS DE DEPLACEMENT ET DE SEJOUR	23
(A LA DATE DU 1^{ER} JANVIER 2025, BAREME POUVANT ETRE REVALORISER DE MANIERE PERIODIQUE).....	23

ARTICLE 1. OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

1.1 OBJET

L'accord-cadre a pour objet la mise en place d'une télégestion des équipements de surveillance aquatique de l'environnement de l'ASNR, et de la supervision associée.

Les spécifications techniques des prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Le périmètre géographique des prestations est précisé dans le CCTP, notamment dans la liste des stations fournie en annexe 7.5.

Le parc actuel :

- *comporte vingt-six (26 ; potentiellement +/-1) appareils de prélèvement automatique d'eau dits hydrocollecteurs (dont l'appareil implanté sur le site de Croissy sur Seine, qui constituera le prototype de la phase 1), propriété de l'ASNR, à équiper,*
- *répartis sur le territoire national et généralement installés dans les locaux de l'exploitant (principalement EDF), soit sur 23 sites (dont les 2 sites de Croissy sur Seine et Paluel constitueront les sites de la tranche ferme).*

Ce parc est susceptible d'évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre (hausse/baisse) pouvant donner lieu à l'installation de la télégestion sur des stations supplémentaires.

Les parties (titulaires, ASNR, et exploitants le cas échéant) conviendront des modalités d'exécution des prestations, formalisées par écrit le cas échéant, s'agissant notamment des visites/audits préalables des stations, ainsi que des modalités de réception des prestations.

Les frais professionnels de déplacements et de séjour induits par l'exécution des prestations, effectués par le titulaire à la demande expresse de l'ASNR, et après accord préalable et validation de la mission par l'interlocuteur technique ASNR sont remboursés selon le barème de la réglementation ASNR repris dans l'annexe 1 du présent CCAP « *Barème de remboursement des frais professionnels de déplacement et de séjour* », barème qui pourra faire l'objet d'une revalorisation périodique par l'ASNR.

Dans tous les cas, le remboursement s'effectuera sur présentation des justificatifs et directement à l'intervenant du titulaire en note de frais et non pas au titulaire par facturation.

2.1 FORME

En application de l'article R2162-2 du Code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire (article L2125-1.1°) exécuté en partie par :

- l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique,
- la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R2162-7 à R2162-9 du Code de la commande publique.

Les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées.

2.2 MODE DE PASSATION

Compte tenu de ses caractéristiques, le présent **marché de services** est passé :

- sous le régime de la **procédure avec négociation** telle que définie aux articles L2124-3, R2124-3 et R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique,
- avec des modalités de publication conformes aux dispositions du 1° de l'article R2131-16 du Code de la commande publique : publication d'un avis de marché dans le Bulletin officiel des marchés publics (BOAMP), au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE), et sur le profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Justification du recours à la procédure avec négociation

*Le recours par l'ASNR à la procédure avec négociation est rendu nécessaire dans la mesure où le besoin ne peut être satisfait **sans adapter des solutions immédiatement disponibles** (1° de l'article R2124-3), qu'il consiste en **une solution innovante** (2° de l'article R2124-3) et qu'il ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de **circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité technique et des risques qui s'y attachent** (4° de l'article R2124-3).*

En ce sens :

- *le logiciel de supervision supposant des prestations de développement spécifiques de l'interface homme machine (IHM), propres aux besoins de l'ASNR, ne saurait correspondre à une solution immédiatement disponible,*
- *la vision distante, la maintenance prédictive, les alarmes permettant le diagnostic à distance, ainsi que les données supplémentaires dont l'ASNR disposera pour la compréhension des pannes à distance, sont de nouveaux procédés qui traduisent le caractère innovant des prestations,*
- *l'hébergement des données et l'hétérogénéité des systèmes de prélèvements de matières en suspension (MES) sont autant d'éléments générant une complexité technique ne permettant pas à l'ASNR d'attribuer le marché sans négociation préalable,*
- *auxquels s'ajoutent les circonstances liées à la nature du marché qui revêt une sensibilité particulière en termes de risques dans la mesure où les prestations conduiront à l'installation de nouveaux matériels et à la manipulation des dispositifs de prélèvement ASNR sur les infrastructures des exploitants (EDF notamment) d'une part, et des missions de l'ASNR d'autre part, expert de référence en matière de surveillance régulière du milieu aquatique (eau et MES).*

Code(s) CPV	71700000-5 Services de surveillance et de contrôle 90711500-9 Surveillance de l'environnement autre que pour la construction 48900000-7 Logiciels et systèmes informatiques divers 72212150-5 Services de développement de logiciels de contrôle industriel 72212670-6 Services de développement de logiciels de gestion du système d'exploitation en temps réel 50324200-4 Services de maintenance préventive 72250000-2 Services de maintenance des systèmes et services d'assistance
--------------------	---

2.3 ALLOTISSEMENT ET TRANCHES

Le présent accord-cadre n'est pas alloti dans la mesure où il ne permet l'identification de prestations distinctes, et comporte **deux (2) tranches** au sens de l'article R2113-4 du Code de la commande publique :

TRANCHE	PHASE	CONTENU DE LA PHASE
Tranche ferme (TF) - 2 sites -	Phase n°1	Station de Croissy sur Seine – 1 site
	Phase n°2	Déploiement de la solution de télégestion/supervision CNPE Paluel – 1 site
Tranche optionnelle n°1 (TO_1) - Déploiement national 22 sites -	Phase n°3.1	Station de Berg sur Moselle (aval CNPE de Cattenom), station de Village Neuf – Kronenwoert (amont CNPE de Fessenheim), station de Vogelgrun (aval CNPE de Fessenheim), station de Saint Martin en Campagne (CNPE de Penly), station de Givet (aval CNPE de Chooz), station de Nogent sur Seine (aval CNPE de Nogent) - 6 sites
	Phase n°3.2	Station de Braud et Saint Louis (CNPE du Blayais), station de Ouzouer sur Loire (aval CNPE de Dampierre), station de Salaise sur Sanne (aval CNPE de Saint Alban), barrage de Vallabrègues (Beaucaire) - 4 sites
	Phase n°3.3	Gravelines (CNPE de Gravelines), Muides sur Loire (aval CNPE de Saint Laurent des Eaux), Châtillons sur Loire – Les Mantelots (aval CNPE de Belleville), Bonneuil (aval CNPE de Civaux), Rochemaure (aval CNPE de Cruas) - 5 sites
	Phase n°3.4	Flamanville (CNPE de Flamanville), Bollène (aval CNPE du Tricastin), Savigny en Véron (aval CNPE de Chinon), Saint Romain Le Noble – Laspeyres (aval CNPE de Golfech) - 4 sites
	Phase n°3.5	Les Ponts de Cé (Usine d'eau potable), Bouvesse Quirieu (aval CNPE de Creys Malville), Loyettes (aval CNPE du Bugey) - 3 sites

Les éléments calendaires prévisionnels relatifs aux délais d'exécution des prestations des tranches sont précisés à titre indicatif à l'article 3.3 du CCTP.

La date de commencement d'exécution des prestations relatives à la TF est fixée à la date de notification, modifiée le cas échéant dans la mise au point du marché.

L'ASNR affermira par décision d'affermissement la tranche optionnelle (TO_1) au plus tard un (1) an après la date de commencement d'exécution des prestations relatives à la TF.

En cas de non-affermissement ou d'affermissement avec retard, aucune indemnité de dédit ou d'attente ne sera versée au titulaire.

Les modalités d'exécution des tranches et phases sont précisées à l'article 5.3 du présent CCAP.

Offre de base obligatoire et variante technique facultative

Sont par ailleurs identifiées dans le cadre de la consultation, telles que définies dans le CCTP :

- Une offre de base obligatoire (télégestion + solution de supervision libre),
- Une variante technique facultative (télégestion + solution de supervision reposant sur le logiciel Sofrel PCWin2 – licence 50 sites),

dont les modalités de présentation et de notation seront précisées dans le Règlement de la Consultation OFFRES (RC) ; étant entendu que l'ASNR notifiera son choix au titulaire, parmi l'une de ces deux offres, au moment de la notification de l'accord-cadre.

2.4 DUREE

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification au titulaire :

- pour une période ferme allant jusqu'à l'achèvement de la période de garantie annuelle de la dernière station déployée,
- reconductible tacitement deux (2) fois par période de 12 mois concernant les prestations de maintenance/assistance technique notamment.

	Délais d'exécution prévisionnel / durée	Cumul
Période ferme	TF = 9 mois TO_1 = 21 mois Période garantie annuelle = 12 mois	42 mois
1 ^{ère} reconduction tacite	Maintenance/assistance = 12 mois	54 mois
2 ^{de} reconduction tacite	Maintenance/assistance = 12 mois	66 mois

En cas de non-reconduction, l'ASNR notifie sa décision au titulaire par voie électronique au plus tard deux (2) mois avant la date de fin d'exécution de la période concernée.

Le titulaire sera tenu de respecter ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration de l'accord-cadre et/ou du dernier bon de commande ou ordre de service émis, et au-delà, si nécessaire concernant la confidentialité.

Dans la mesure où la date d'admission des différentes stations ne sera pas identique, la date de fin des périodes de garantie annuelle s'échelonnera sur la durée.

Il est convenu entre les parties pour l'efficacité de l'exécution des prestations que la période de maintenance/assistance applicable à l'intégralité du marché prendra effet à compter du lendemain de la date de fin de garantie annuelle de la 1^{ère} station :

- par période annuelle, et au prorata-temporis le cas échéant jusqu'à la date de fin de la période ferme,
- puis annuellement sur la base de la durée des deux périodes de reconduction tacite.

ARTICLE 3. MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans minimum en valeur ou en quantité, et avec un montant maximum correspondant sur sa durée maximale d'exécution, tranches ferme, optionnelle et périodes de reconduction tacite comprises, à 750.000,00 € HT.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué des pièces contractuelles désignées ci-dessous, par ordre décroissant de priorité, et dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'ASNR font seuls foi :

- l'acte d'engagement et ses annexes, dont l'annexe financière ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses éventuelles annexes ;
- les règlements applicables sur les sites d'exécution des prestations de l'ASNR ;
- le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
- l'offre technique du titulaire.

Toute clause portée dans la proposition ou la documentation quelconque du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'intégralité de l'accord est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont tout particulièrement concernées par cette disposition.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les modalités de suivi de la prestation sont celles mentionnées dans le CCTP, ou définies conjointement par les parties.

Une 1^{ère} réunion de lancement est planifiée dès que possible, et au plus tard dans les deux (2) semaines qui suivent la date de notification, les réunions de suivi d'exécution des prestations interviendront à la fréquence et selon les modalités pratiques (sur site, en visioconférence, ...) définies dans le CCTP, voire conjointement par les parties.

5.1 INTERLOCUTEURS DE L'ACCORD-CADRE

5.1.1 Interlocuteurs ASNR du titulaire

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les référents de l'ASNR sont :

Interlocuteur technique	Monsieur Patrice BLAISE ASNR/PSE-ENV/SIRSE/LSE patrice.blaise@asnr.fr +33 1 30 15 49 80 +33 6 72 82 33 88
Adresse postale pour les correspondances	ASNR A l'attention de Monsieur BLAISE (ASNR/PSE-ENV/SIRSE/LES – Bât. B2 pièce 003) 31 rue de l'écluse BP 40035 78116 LE VESINET Cedex
Interlocuteur achat	Madame Ines SEKOL ASNR/DAF/SAC/CCA ines.sekol@asnr.fr +33 6 30 77 22 04

Ils sont les interlocuteurs principaux du titulaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

5.1.2 Interlocuteurs du titulaire

Le nom des interlocuteurs techniques et commerciaux dédiés du titulaire pour l'ASNR est mentionné dans son offre (nom, les coordonnées professionnelles et les références des interlocuteurs dédiés de l'ASNR), et plus particulièrement celui de la personne en charge de l'exécution et du suivi des prestations.

Le titulaire veillera à s'organiser pour qu'en cas d'absence ou d'indisponibilité de l'interlocuteur dédié, un remplacement formé aux spécificités de l'accord-cadre puisse le remplacer le cas échéant, dont les coordonnées sont communiquées dans son offre.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à affecter les moyens humains et matériels nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Lorsque le personnel du titulaire étant amené à effectuer des prestations dans les locaux de l'ASNR et/ou de l'exploitant, le titulaire s'engage à faire observer le règlement intérieur, ainsi que les règles de sécurité et accessibilité, d'hygiène et de confidentialité en vigueur sur lesdits sites. Pourront notamment être menées par les exploitants des enquêtes administratives conditionnant l'accès sur site aux intervenants (<https://www.edf.fr/groupe-edf/espaces-dedies/fournisseurs/devenir-fournisseur/devenir-fournisseur-pour-le-nucleaire/intervenir-sur-une-centrale>). De plus, les données auxquelles ces intervenants ont accès étant confidentielles, il appartient au titulaire de sensibiliser les intervenants sur ces points et de les faire respecter.

5.2 PASSATION DES BONS DE COMMANDE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre :

- a) aucun bon de commande ne sera émis par l'ASNR s'agissant des tranches ferme et optionnelle, **la notification du marché au titulaire valant bon de commande pour initier l'exécution de la tranche ferme (TF),**
- b) **les ordres de services émis par l'ASNR valent marchés subséquents, et/ou permettent de recourir à la maintenance/assistance.**

Les ordres de services [b)] peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est celle indiquée en leur sein, durée qui ne peut cependant avoir pour effet de prolonger la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation de remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

En ce sens, la durée d'exécution d'un ordre de service émis le dernier jour de validité de l'accord-cadre ne saurait excéder trois (3) mois.

Partie sur devis de l'accord-cadre (sur ordres de service valant marchés subséquents)

Si l'exécution des prestations décrites dans le CCTP nécessite de mettre en œuvre des prestations complémentaires en lien avec l'objet du marché non chiffrées dans l'annexe financière, mais nécessaires à l'accomplissement des prestations, l'ASNR demandera au titulaire un devis préalable, qui en cas d'acceptation fera l'objet de l'émission par l'ASNR d'un ordre de service cosigné par les parties et notifié au titulaire, valant marché subséquent [b)].

Pour ce faire, l'ASNR lui communique un descriptif de la prestation à réaliser comportant :

- la référence interne ASNR et la description succincte de la prestation à exécuter,
- le cas échéant, la spécification détaillée de la prestation à exécuter si sa description succincte ne suffit pas à la décrire suffisamment,
- les dates prévisionnelles d'exécution des prestations.

Sur la base de ce descriptif, le titulaire doit répondre dans un délai maximum de cinq (5) jours et proposer un devis comportant notamment pour chaque prestation identifiée :

- les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de la prestation,
- le planning détaillé de la prestation,
- le prix de la prestation.

En cas d'approbation du devis, l'ASNR émet un ordre de service mentionnant à minima :

- la référence au présent marché ;
- la date de la commande et le numéro d'ordre de service (au format 34xxxxxx ou 33xxxxxx valant n° d'engagement juridique associé) ;
- la désignation et l'adresse de l'émetteur de la demande ;
- le(s) numéro(s) d'identification et la description succincte de(s) la prestation(s) commandée(s) (en annexant éventuellement les spécifications détaillées) ;
- les dates d'exécution ;
- les montants HT et TTC de la prestation conformes aux prix indiqués dans le devis ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable ;

Il peut notamment s'agir, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre :

- *des travaux préalables nécessaires sur certaines stations en vue du déploiement de la solution retenue. L'établissement du devis relatif au chiffrage des travaux par le titulaire sera obligatoirement précédé d'une visite préalable de la station sur site,*
- *de l'installation d'une télégestion sur une station supplémentaire, si la solution de télégestion standard ne pouvait y être également déployée.*

5.3 EXECUTION DES TRANCHES ET PHASES ASSOCIEES

Dans le cadre de l'exécution de la tranche ferme (TF), puis de la tranche optionnelle n°1 (TO_1) le cas échéant, toutes les phases identifiées (n° 1 à 3.5) feront l'objet d'une admission par l'ASNR, conditionnant le commencement d'exécution de la prochaine phase.

L'admission des phases et/ou tranches est prononcée par l'ASNR dans les conditions mentionnées à **l'article 5.7 du présent CCAP**.

L'affermissement de la tranche optionnelle n°1 (TO_1) fera l'objet d'une décision affermissement signée par l'ASNR, valant a minima commencement d'exécution de la phase n°3.1.

5.4 DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations sont ceux mentionnés dans le CCTP et pourront être précisés par l'ASNR au moment de la réunion de lancement, des différents PVA, chaque ordre de service émis ou ultérieurement à la convenance des parties.

Ces délais sont indicatifs et peuvent être prolongés d'un commun accord entre les parties par échange de mails entre l'ASNR et le titulaire, notamment en raison d'un refus de l'exploitant, d'une inaccessibilité au site d'une station concernée, de l'indisponibilité d'un matériel de l'ASNR.

5.5 REMISE DES LIVRABLES

Les livrables de la prestation sont notamment décrits à l'article 3.4 du CCTP, leur réception étant réalisée suivant le principe défini ci-dessous :

- analyse par l'ASNR du livrable pour vérification ;
- version finale du livrable :
 - si le livrable est accepté sans remarque ; avec des remarques mineures, le titulaire prend en compte les éventuelles remarques et représente le livrable en incrémentant l'indice (exemple indice 1, un seul aller-retour pour des corrections mineures donne l'indice 1.1) ;
 - si le livrable est refusé avec remarques, le titulaire traite ces remarques et soumet, dans un délai à définir d'un commun accord entre les parties, une nouvelle version du livrable à l'indice supérieur pour approbation. Le délai ouvert au titulaire pour présenter à nouveau les livrables après ajournement ne constitue pas une prolongation du délai contractuel d'exécution des prestations.

5.6 PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'ASNR est titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle pouvant naître à l'occasion du présent marché.

Le titulaire cède à l'ASNR, automatiquement et au fur et à mesure de leur réalisation, l'intégralité des droits de propriété intellectuelle des différents éléments qui pourraient résulter de l'exécution des prestations, objet du marché, tels que le fichier de saisie, et les livrables au sens large, rapports et études et ne conserve pour lui-même aucun de ces droits.

Ainsi, le titulaire cède exclusivement à l'ASNR, pour toute exploitation et sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu, l'ensemble des droits d'auteur attachés aux prestations, à savoir :

- le droit de reproduction en tout ou partie de l'élément considéré, par tout moyen, notamment par impression, procédés analogues et sur tout support actuel ou à venir, connu ou inconnu, notamment papier, support numérique et site internet ;
- le droit de représentation, publication et édition en tout ou partie de l'élément considéré, par tout procédé, notamment dans le cadre de présentation ou projection publique, par affichage, exposition, enregistrement numérique, disque multimédia ;
- les droits d'édition, d'adaptation, de correction, développement, traduction en tout ou partie de l'élément considéré, sous toute forme ;
- le droit d'utilisation, de diffusion au public, d'utilisation et d'exploitation de tout ou partie l'élément considéré, par tout moyen, sur tout support notamment papier, support numérique ou produit de merchandising, à titre gratuit ou onéreux.

La cession est consentie pour le monde entier, et pour la durée de protection de chaque élément considéré par le droit d'auteur.

En outre, l'ASNR pourra céder ou concéder librement les droits précédemment mentionnés à des tiers. L'ASNR aura la faculté de procéder, en son nom propre, à toutes formalités en vue de la préservation des droits ainsi cédés. Ainsi l'ASNR est autorisé à procéder en son nom à tout dépôt de dessin et modèle,

ou de marque, ou brevet, pour tous les éléments résultant de la réalisation de la prestation. L'enregistrement des titres de propriété intellectuelle en tous pays, qui pourrait être effectués, sera la propriété définitive et irrévocable de l'ASNR.

5.7 OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION

La constatation de l'exécution des prestations concernant les livrables, tels que définis notamment à l'article 3.4 du CCTP, et/ou phases et/ou tranches, fait l'objet d'une admission prononcée à la remise desdits livrables et/ou achèvement d'exécution de la phase ou tranche, après acceptation de celles-ci sans réserve par l'ASNR.

Cette acceptation sera formalisée par un procès-verbal d'admission (PVA) signé par les parties, complété le cas échéant par un certificat d'installation ou de mise en service du titulaire.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, est requis un PVA a minima au niveau de chaque phase.

Le PVA mentionne notamment :

- la tranche, la phase, la station et/ou le livrables concernés,
- s'il s'agit de la 1ère et dernière station déployée,
- la date de livraison du matériel,
- la date d'installation du matériel,
- la date de mise en service du matériel,
- la date d'admission des prestations,
- la date de démarrage de la garantie annuelle ainsi que la date de fin associée,
- la date de commencement d'exécution et la période de facturation de la maintenance,
- la date d'achèvement d'exécution de la première période de maintenance.

5.8 GARANTIE

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale douze (12) mois, à compter de la date d'admission de la station ; les dates inhérentes à la garantie étant mentionnées dans le procès-verbal d'admission du matériel.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse (pièces et main d'œuvre), exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'ASNR.

Cette garantie couvre également les frais de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation, ou sur les sites ASNR, ou que le titulaire ait obtenu que le matériel soit renvoyé à cette fin dans ses locaux.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par décision de l'ASNR après consultation du titulaire.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'ASNR un préjudice, ce dernier peut demander un matériel de remplacement équivalent.

L'expiration de la durée de la garantie annuelle emporte le cas échéant commencement de facturation de la maintenance annuelle des prestations.

5.9 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le titulaire mettra en œuvre une démarche environnementale tout au long de la prestation ; il veillera notamment à :

- privilégier les modes de transport doux respectueux de l'environnement ayant le moins d'impacts sur ses émissions de gaz à effet de serre,
- porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

En outre, le titulaire s'engage à promouvoir l'égalité, la diversité et l'inclusion sociale dans son entreprise a minima, voire dans le cadre de l'exécution des prestations, et s'engage à réaliser des actions d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire présentera a minima à chaque date anniversaire du marché un bilan des mesures et actions entreprises sur l'année écoulée tant au niveau de son entreprise, que de l'exécution du présent marché le cas échéant.

ARTICLE 6. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre du traitement de données à caractère personnel occasionné dans le présent marché, l'ASNR et le titulaire s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les conditions relatives au traitement des données personnelles sont précisées dans le contrat de sous-traitance afférent, annexé à l'acte d'engagement.

ARTICLE 7. PRIX DE L'ACCORD-CADRE

7.1 PRIX TECHNIQUE

Conformément à l'article R2112-6 du Code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont des prix mixtes :

- unitaires, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées,
- forfaitaires appliqués à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées.

Le montant définitif de l'accord-cadre sera établi à son terme, en fonction des prestations complémentaires réalisées sur devis, par l'intermédiaire des ordres de service émis par l'ASNR valant marchés subséquents.

7.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle et d'utilisation des résultats telle que précisée au présent CCAP. Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Ils intègrent notamment l'ensemble des fournitures, logiciels et matériels nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix indiqués dans le marché sont hors TVA. Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

7.3 PRIX ECONOMIQUE – VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Ils sont actualisables selon les modalités ci-dessous détaillées, et réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois de remise des offres, qui sera mentionné ultérieurement.**

Actualisation des prix

Ils sont actualisables, si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix, et la date de début d'exécution des prestations, aux conditions économiques correspondant à la date antérieure de trois (3) mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le prix ainsi actualisé constitue le prix de règlement pendant toute la période d'exécution.

Le prix de la tranche optionnelle (TO_1) est actualisé dans les mêmes conditions.

L'actualisation s'effectue selon la formule suivante :

Indice utilisé : INSEE « Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Indices mensuels - Activités de services administratifs et de soutien » (identifiant 001565196)

Formule d'actualisation mise en œuvre : $P1 = P0 (0.3 + 0.7 \times S1/S0)$

Avec :

P1 : prix de règlement après l'actualisation ;

P0 : prix de l'offre figurant sur l'annexe financière ;

S1 : dernier indice publié trois mois avant la date de début d'exécution des prestations ;

S0 : dernier indice publié au mois de dépôt des offres.

7.3.1 Clause de sauvegarde et butoir

Clause de sauvegarde

L'ASNR se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations en cas d'augmentation de plus de trois (3) % par rapport aux prix initiaux.

Cette décision de résiliation est notifiée au titulaire dans un délai maximal de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception des nouveaux tarifs par l'ASNR.

Néanmoins, si des circonstances particulières devaient entraîner une augmentation supérieure au pourcentage fixé ci-dessus, le titulaire devra adresser à l'ASNR un courrier expliquant les raisons qui justifient ce réajustement exceptionnel des prix.

Clause butoir

Si l'augmentation de prix résultant de l'actualisation est supérieure à trois (3) %, l'ASNR se réserve la possibilité de bloquer l'actualisation au taux indiqué.

ARTICLE 8. MODALITES DE PAIEMENT

8.1 AVANCES ET ACOMPTES

Avance

Le titulaire, sauf s'il y renonce en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement, bénéficie de l'avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Son taux est de 5 % ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises du montant initial TTC ; les modalités de calcul du montant de l'avance et de remboursement étant respectivement précisées à l'article R2191-6 et suivants du Code de la commande publique, et R2191-11 du même Code.

En application de l'article R2191-13 du Code de la commande publique, et dans le cas d'un marché à tranches, une avance est versée au titulaire dans les mêmes conditions pour chaque tranche affirmée.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre, et le montant de l'avance affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Acompte

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes, dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

8.2 PAIEMENT ET DELAI DE PAIEMENT

Le paiement sera réalisé sur le budget de l'ASNR qui se libèrera des sommes dues par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la réception de la facture conforme par l'ASNR.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation d'une facture, et après admission des prestations et certification du service fait par l'ASNR :

- à l'avancement pour le livrable suivant de la tranche ferme :

Compte-rendu réunion de lancement	30 %
-----------------------------------	------

- puis selon les modalités suivantes :

Phase 1	- à l'avancement pour le compte rendu de la réunion de lancement - puis à la réception/admission de la phase
Licence(s)	terme à échoir si perpétuelle(s), ou annuellement terme à échoir
Phases 2 à 3.5	à la réception/admission de chaque phase
Prestations sur ordres de service	à terme échu
Maintenance préventive	annuellement terme à échoir
Maintenance curative et évolutive	à terme échu

Les prestations inhérentes à la maintenance ne seront facturables qu'à compter du lendemain de la date d'expiration de la durée de garantie contractuelle minimale de douze (12) mois de la 1^{ère} station, au prorata temporis le cas échéant (365 jours par an).

8.3 FACTURATION

Le paiement est effectué sur présentation d'une facture électronique déposée sur CHORUS PORTAIL PRO (CPP - <https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le titulaire transmet une facture par instance qui devra impérativement :

- référencer l'ASNR via son SIRET n° 130 001 803 00035,**
- comporter, outre les mentions légales obligatoires, le numéro de commande par instance mentionné sur la page de garde de l'acte d'engagement (au format 33000XXX),
- le cas échéant le numéro de l'ordre de service (au format 34xxxxxx ou 33xxxxxx),
- et les références bancaires ou postales du compte du fournisseur à créditer.

Toute facture incomplète ou parvenant avant les échéances contractuelles concernées sera réputée non conforme et sera renvoyée à l'émetteur par le biais de CPP. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres des versements est :

Monsieur le Président de l'ASNR
15 rue Louis Lejeune
92120 MONTROUGE

Le comptable assignataire des versements est :

Service du contrôle budgétaire et comptable du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (SCBCM - MTECT) GRANDE ARCHE DE LA DEFENSE- PAROI SUD 92055 La Défense cedex Tél. 01 40 81 67 21	ASNR CENTRE-COMPTABLE / SFACT Boîte postale n°17 92262 Fontenay-aux-Roses Cedex
--	--

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus à l'article R2191-59 du Code de la commande publique est : Monsieur le Président de l'ASNR

ARTICLE 9. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre prévoit la possibilité pour l'ASNR de faire évoluer ou d'ajuster certaines conditions d'exécution du contrat, dont notamment :

- les modalités d'exécution des prestations,
- l'extension ou diminution du périmètre technique initial du marché,
- l'ajout de nouveaux prix dans l'annexe financière par devis (**cf article 5.2 du présent CCAP**), si l'exécution des prestations décrites dans le CCTP nécessite de mettre en œuvre des prestations complémentaires en lien avec l'objet du marché non chiffrées dans l'annexe financière, mais devenues nécessaires à l'accomplissement des prestations,
- l'identification de nouvelles prestations.

Le réexamen des conditions d'exécution du contrat s'opère lors des réunions de suivi des prestations, et donne lieu à la formalisation des évolutions au sein d'un procès-verbal signé par les parties, valant modification du marché (au sens de l'article R2194-1.1° du Code de la commande publique) ; à l'exception de l'ajout de nouveaux prix dans l'annexe financière s'opérant par simple devis.

ARTICLE 10. PLAN DE PROGRES

Dans le cadre d'une démarche de progrès permanent, le titulaire propose à l'ASNR un plan de progrès au cours de l'exécution des prestations, et précise : les axes de progrès possibles, les indicateurs de mesure/suivi, une quantification des gains financiers et/ou non financiers potentiels, ainsi qu'un planning de mise en œuvre des actions pouvant engendrer ces progrès.

De manière générale, le titulaire s'engage durant l'exécution des prestations à :

- accroître la satisfaction de l'ASNR,
- fournir des prestations de qualité permanente dans le respect du service attendu par l'ASNR,
- améliorer en permanence les aspects sécurité, qualité et environnement liés à la réalisation des prestations,
- faire profiter l'ASNR de tous les progrès de la technique, ainsi que de toutes les améliorations possibles en termes de méthodes, d'organisation, d'optimisation des processus, d'innovation, de matériaux et d'outillages mis en œuvre lors de l'exécution des prestations.

La première année d'exécution effective des prestations est considérée comme une année de mise en place et de connaissance. Le titulaire devra néanmoins faire une proposition de plan de progrès pour la deuxième année à l'ASNR au plus tard deux (2) mois avant la fin de la 1^{ère} année. Cette proposition est ajustée et validée par l'ASNR au plus tard à la fin de la première année d'exécution des prestations.

Les actions de progrès et les gains qui en résultent sont constatés conjointement par l'ASNR et le titulaire à l'occasion des réunions de suivi.

S'agissant des années ultérieures, les pistes de progrès mises en œuvre les années précédentes seront ajustées ou revues, le cas échéant, en fonction des besoins/évolutions constatés.

ARTICLE 11. PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, l'exécution d'un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires pourra être confiée au titulaire du présent marché, passé après mise en concurrence.

Les prestations similaires consistent en la répétition des services confiés au titulaire, doivent être conformes au projet de base qui doit avoir précisé les services supplémentaires possibles, et les conditions de leur attribution.

Le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services, ne doit pas remettre en cause les modalités de mise en concurrence initiale. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

12.1 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans le cadre de l'exécution du présent marché, à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations, et a pour obligation d'informer l'ASNR dès lors qu'il identifierait un conflit d'intérêt relatif à l'objet des prestations, susceptible de compromettre la neutralité des travaux qui lui sont confiés.

A défaut d'une information du titulaire, l'ASNR pourra résilier le contrat de façon unilatérale, sans préavis et sans indemnités pour le titulaire.

Le titulaire s'engage à affecter le personnel et le matériel nécessaires tant en nombre qu'en qualification pour effectuer les prestations qui lui seront confiées au titre du présent marché. Il doit s'assurer d'obtenir les niveaux de qualité requis et définis au CCTP.

12.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Si avant la notification du marché ou au cours de son exécution, le titulaire reçoit communication à titre secret ou confidentiel de renseignements ou documents, il est tenu d'en maintenir la confidentialité.

Le titulaire s'engage formellement tant pour lui-même que pour ses collaborateurs, à ne jamais communiquer ni publier en France et/ou à l'étranger, sans autorisation préalable et écrite de l'ASNR, les résultats issus des prestations effectuées ainsi que les renseignements de toute nature dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution des missions que lui confie l'ASNR, et cela, sans limitation dans le temps.

Tous les documents qui seront remis au prestataire pour les besoins de la prestation ne seront utilisés que dans le cadre strict de cette prestation et seront rendus à l'issue de la prestation.

Les stipulations du présent article ne s'appliquent pas aux informations qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle ou à celles déjà connues du public.

ARTICLE 13. OBLIGATIONS DE L'ASNR

L'ASNR s'engage à communiquer au titulaire toutes les données, informations et documents qui sont en sa possession et qui sont utiles à la réalisation des prestations.

L'ASNR garantit le titulaire de toute action relative aux droits de propriété desdites données, informations et études mises à sa disposition.

L'ASNR s'engage à faciliter l'accès du titulaire aux informations détenues par ses soins, relatives à l'objet du marché.

ARTICLE 14. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités peuvent s'appliquer à chaque constat de manquement aux obligations contractuelles sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, et à compter du lendemain du jour ou de l'heure où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Elles sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant des pénalités est plafonné à trente (30) % du montant de la facture.

L'ASNR peut appliquer une pénalité forfaitaire pour chaque constat de retard d'exécution, d'inexécution totale ou partielle ou de mauvaise exécution, d'un montant de deux cents (200) euros par jour ouvré et par manquement, constaté à compter de la date contractuelle.

En cas de prolongation des délais d'exécution convenue d'un commun accord entre les parties et formalisée par email, le titulaire est exonéré de l'application des pénalités de retard.

14.1 MODALITES DE TRAITEMENT

Les pénalités sont prélevées par précompte sur les sommes dues au titre d'acompte ou de solde.

14.2 CARACTERE DES PENALITES

Les pénalités appliquées au titulaire ont un caractère non libératoire.
Leur application ne prive pas l'ASNR de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'ASNR.

ARTICLE 15. NANTISSEMENT

En cours d'exécution du marché, le titulaire qui souhaite céder ou nantir sa créance, en informe l'acheteur qui lui communique :

- soit un certificat de cessibilité
- soit une copie de l'original de l'acte d'engagement revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

ARTICLE 16. DEFAILLANCE DU TITULAIRE ET EXECUTION DES PRESTATIONS A SES FRAIS ET RISQUES

En cas d'inexécution, de prestations qui par leur nature, ne peuvent souffrir d'aucun retard, ou si l'exécution des prestations entraîne un retard compromettant du fait du titulaire ou le non-respect des dispositions relatives à la confidentialité, l'ASNR peut de plein droit passer une commande de substitution avec un autre prestataire aux frais et risques du titulaire défaillant, y compris dans le cas où ces faits n'entraînent pas la résiliation du marché.

Le titulaire doit fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de la commande de substitution par le tiers désigné par l'ASNR.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 17. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASNR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et notamment :

- Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour les vols et détérioration du matériel de l'ASNR dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'ASNR, les salariés et agents de l'ASNR, ou des tiers pourraient

être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le titulaire renonce à tout recours contre l'ASNR pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ASNR.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASNR et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'ASNR les modifications survenant au cours de l'exécution des prestations du présent marché. En cas de manquement à cette obligation, l'ASNR ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire s'engage à fournir :

- pour lui-même et, le cas échéant, pour le compte de son ou de ses cotraitants(s)/sous-traitant(s), tous les six (6) mois à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail,
- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents

Ces documents sont déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASNR à l'adresse suivante : www.e-attestations.fr

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution de l'accord-cadre, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

L'ASNR se réserve le droit de résilier le marché, en cas de manquement du titulaire aux obligations visées ci-dessus.

ARTICLE 19. RESILIATION

19.1 GENERALITES

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'ASNR au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse, à l'exception d'une résiliation en raison du non-respect des dispositions relatives au périmètre géographique ou confidentialité qui ne requiert aucune mise en demeure préalable.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASNR informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

19.2 RESILIATION EN CAS D'EVENEMENTS EXTERIEUX AU MARCHE

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-FCS.

19.3 RESILIATION EN CAS D'EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

En cas de faute du titulaire

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

ARTICLE 20. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, il sera fait application des dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS.

Le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Cergy Pontoise.

ARTICLE 21. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

ARTICLE 22. ANNEXES AU CCAP

Annexe 1	Barème de remboursement des frais professionnels de déplacement et de séjour
----------	--

ANNEXE 1 - BAREME DE REMBOURSEMENT DES FRAIS PROFESSIONNELS DE DEPLACEMENT ET DE SEJOUR
(A LA DATE DU 1^{ER} JANVIER 2025, BAREME POUVANT ETRE REVALORISER DE MANIERE PERIODIQUE)

PREAMBULE

Les déplacements effectués à moins de 75 km du siège social du titulaire ou du lieu habituel de réalisation des prestations ne donnent lieu à aucun remboursement.

L'ASNR ne rembourse pas les frais de taxi, pour quelque motif que ce soit.

Les dépenses sont remboursées sur la base des frais réellement engagés sur production des justificatifs correspondants et dans la limite des plafonds journaliers ci-après définis.

Cette annexe ne s'applique que dans le cas où les tarifs des déplacements ne peuvent pas être prévus dans le bordereau de prix de l'offre du prestataire.

A - En France

I - CONDITIONS DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT (Transports collectifs)

Les voyages et séjours seront remboursés sur la base des indemnités de déplacement fixées comme suit :

*** VOYAGES**

- Voyage	S.N.C.F. 2ème classe - Avion classe éco
----------	---

*** SEJOUR**

- Si la durée du séjour est inférieure à 30 jours consécutifs, les plafonds journaliers ci-dessous sont appliqués :

PLAFONDS JOURNALIERS DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE RESTAURATION ET D'HEBERGEMENT			
MISSIONS		Missions en province	Mission à Paris et en région parisienne
JOURNEE DE MISSION SANS HEBERGEMENT	Missions en zone d'affectation (75 km autour du site d'affectation du salarié)	28 €	
	Missions hors zone d'affectation (au-delà de 75 km autour du site d'affectation du salarié)	54 €	
JOURNEE DE MISSION AVEC HEBERGEMENT	Toutes missions	154 €	175 €

- Si la durée du séjour est supérieure ou égale à 30 jours, les plafonds journaliers ci-après sont appliqués :

	Province	Paris et Région parisienne
Frais d'hébergement (remboursement aux frais réels justifiés dans la limite d'un plafond journalier (à partir du 1 ^{er} jour)	76 €	93 €
Frais de restauration Forfait journalier (à partir du 1 ^{er} jour)	36 €	37 €

II - CONDITIONS DE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT* (voiture) :

(Pour le cas où les transports collectifs ne peuvent être utilisés et après accord préalable de l'ASNR).

Indemnité au kilomètre parcouru :

TYPES DE VEHICULES	PUISSANCE DU VEHICULE	TARIF KILOMETRIQUE
Automobile	De 5 CV et moins	0,32 €
	De 6 et 7 CV	0,41 €
	De 8 CV et plus	0,45 €
Motocyclette	Cylindrée supérieure à 125 cm ³	0,15 €
Vélomoteur	Cylindrée de 50 à 125 cm ³	0,12 €
Bicyclette à moteur auxiliaire et voiturette	Cylindrée inférieure à 50 cm ³	0,09 €

Possibilité de location de voiture (Cat A ou B) avec accord préalable de l'ASNR (remboursement sur justificatifs du loueur de véhicule)

B- A l'étranger

Les frais de repas pris sur le lieu de la mission et les frais d'hébergement sont remboursés dans la limite des plafonds suivants déterminés à partir :

- du barème applicable aux personnels civils de l'Etat (https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000047552075)
- de l'application du barème « taux de chancellerie » indiquant la contrepartie en euros des monnaies étrangères (https://www.economie.gouv.fr/dgfip/taux_chancellerie_change)

PLAFONDS JOURNALIERS DE REMBOURSEMENT	
JOURNEE DE MISSION SANS HEBERGEMENT	40% du barème du ministère
JOURNEE DE MISSION AVEC HEBERGEMENT	118% du barème du ministère